

OUVERTURE AUJOURD'HUI DES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE TOKYO SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (TICAD 8)

NOURRIR DAVANTAGE LES INVESTISSEMENTS ET LES ÉCHANGES

Les travaux de la 8^e édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique démarrent aujourd'hui à Tunis. Un événement de grande envergure qui illustre l'engagement de plusieurs pays pour le développement durable de l'Afrique. Une occasion renouvelée qui se traduit également par la volonté du Japon de soutenir ce continent qui a été touché de plein fouet par les effets de la pandémie de Covid-19. Tout comme les autres continents qui ont payé un lourd tribut, l'Afrique était, assurément, la plus substantielle. Partira la pandémie, et restera son contrecoup sur les économies et le développement. Mais la résistance et la résilience de l'Afrique — gouvernements et populations, qui ont été contraints de lutter sur plusieurs fronts à la fois — sont avérées, voire manifestes.

La huitième édition de la Ticad, qui se tient aujourd'hui et demain, constitue un mécanisme central, important et clé de l'interaction africaine avec ses partenaires continentaux. Son objectif principal est, en effet, de tracer la voie à des programmes cohérents et intégrés qui favorisent le développement, mais aussi la compréhension entre l'Afrique et le Japon. Cette plate-forme internationale promeut l'appropriation africaine et les valeurs de partenariat à tous les niveaux de convergence entre les parties prenantes : gouvernements, organisations internationales, entreprises économiques...

On assiste, depuis plus d'une décennie, à l'émergence et au développement de nouvelles puissances africaines,

d'une part, et à de nouveaux instruments de coopération panafricains d'autre part. L'Union africaine, en particulier, ainsi que les organisations régionales avec lesquelles elle collabore étroitement, sont devenues progressivement les principales manifestations d'une africanisation de la diplomatie économique, politique, culturelle...

INVESTISSEMENTS : RENOUER AVEC LA TENDANCE HAUSSIÈRE

Sur le plan économique, l'Afrique, aujourd'hui avant demain, a besoin d'investissements dans divers domaines : économie, éducation, santé, énergies renouvelables, technologies... qui sont cardinaux à la consolidation d'économies résilientes sur le continent... A l'heure du relèvement post-Covid, l'espoir renaît pour que les investissements renouent avec la tendance haussière enregistrée entre 2007 et 2010. Sachant que les IDE japonais en Afrique, en l'occurrence, sont passés de 10 milliards de dollars en 2010 à 6,9 milliards de dollars à la veille de la pandémie.

Les partenariats et les échanges, sur lesquels la Ticad mise au cours de cette édition, sont une formule idoine pour réaliser des projets structurants et d'envergure.

La Tunisie restera résolument engagée, aux niveaux national et régional, dans les divers domaines d'intervention de la Ticad, et est disposée à partager humblement son expérience avec ses frères africains, dans le cadre d'une approche davantage basée sur l'appropriation, le partage d'expériences et la coopération tripartite. Les pays et les décideurs africains sont appelés à relever les défis multiples auxquels nous sommes actuellement confrontés. Cette nouvelle édition de la Ticad constituera sans doute une occasion renouvelée pour aller encore plus de l'avant dans cette démarche d'unité.

Le Japon s'engage, pour sa part, lors de cette conférence multilatérale, à continuer de soutenir le processus de développement en Afrique conformément aux projections retenues, c'est ce qui a été confirmé par M. Miyashita Tadayuki,



Le gouvernement japonais a été particulièrement actif pour renouveler sa diplomatie économique, en combinant l'aide au développement, les financements publics et les assurances commerciales pour faciliter les activités des acteurs privés nippons à l'étranger, notamment en Afrique.

directeur général adjoint de l'Afrique au ministère japonais des Affaires étrangères. A ce titre, il affirme que « le Japon organise ce forum depuis plus d'un quart de siècle pour promouvoir le développement en Afrique tout en respectant ses spécificités ».

DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

Et d'ajouter que « l'Afrique constitue le continent le plus représentatif pour l'Organisation des Nations unies. Il dispose d'un important potentiel en ressources minières et énergétiques et enregistre un taux de croissance démographique des plus élevés. Autant de facteurs et d'atouts qui justifient l'intérêt du Japon pour le développement de ce continent ». Il s'agit également d'adopter une « diplomatie avec une vision panoramique du monde », qui permettra de renforcer les intérêts du Japon sur la scène internationale, y compris en Afrique.

Le gouvernement japonais a été particulièrement actif pour renouveler sa diplomatie économique, en combinant l'aide au développement, les financements publics et les assurances commerciales pour faciliter les activités des acteurs privés nippons à l'étranger, notamment en Afrique. Une approche basée sur la mise en place de partenariats économiques et stratégiques, ainsi que d'accords d'investissement.

La Ticad se veut, en effet, une plateforme de réseautage et de rencontres entre les milieux d'affaires japonais et africains qui s'avère essentielle pour nourrir, sur le plus long terme, les investissements et les échanges.

PRÉSENCE ÉCONOMIQUE DU JAPON EN TUNISIE

Actuellement, le nombre d'entreprises japonaises en Afrique s'élève à 800 dont 22, c'est-à-dire 3% du total, en Tunisie. Ces entreprises emploient 15.000 personnes (mai 2020). Elles sont actives essentiellement dans le secteur des composants automobiles (faisceaux électriques, airbags, etc.). Par ailleurs, la Tunisie a bénéficié du financement japonais concessionnel, de plusieurs projets importants d'infrastructure, dont celui de construction du pont Radès-La Goulette, moyennant des investissements de l'ordre de \$ 76 mio, la Centrale électrique de Radès (\$ 346 mio), la station de dessalement de Sfax (\$ 333mio) et l'équipement des centres de recherche du Parc technologique de Borj Cédria pour \$ 100 mio.

Selon les experts économiques, la présence économique japonaise, supérieure à la présence économique chinoise, reste bien en deçà de la présence européenne représentée par l'investissement direct étranger de plus de 4.000 entreprises réalisant un volume d'affaires de \$12milliards par an.

Najoua HIZAOUJ

La Tunisie restera résolument engagée, aux niveaux national et régional, dans les divers domaines d'intervention de la Ticad, et est disposée à partager humblement son expérience avec ses frères africains, dans le cadre d'une approche davantage basée sur l'appropriation, le partage d'expériences et la coopération tripartite.



TICAD



27 - 28 Août 2022

تونس
كفاءات في خدمة الابتكار
チュニジア
にはイノベーションに役立つスキルがある。

Partenaire officiel



Sponsors










www.ticad8.tn

FACE À LA CONCURRENCE DES ÉTATS-UNIS, DE L'EUROPE ET DE LA CHINE

LE JAPON À LA CONQUÊTE DE L'AFRIQUE

Le Japon entend fortement soutenir un développement mené par les Africains eux-mêmes, lit-on sur le site du ministère des Affaires étrangères. Un soutien qui vient comme une réponse à la concurrence américaine, européenne et chinoise sur le continent.

Le pays du Soleil levant espère instaurer un vrai partenariat avec l'Afrique pour un développement mené par les Africains, lors de son sommet triennal avec le continent à Tunis. Un partenariat qui doit concurrencer la forte présence des Chinois dans la région. D'abord, la présence américaine sur le continent africain ne date pas d'aujourd'hui. L'administration Biden a publié un document «Stratégie américaine envers l'Afrique subsaharienne» redéfinissant l'approche des Etats-Unis dans la région, en favorisant les sociétés ouvertes et démocratiques, la sécurité, le développement économique et la transition énergétique. Le texte cible en particulier les influences jugées néfastes de Moscou et Pékin. Un sommet américain-africain est prévu le 13 décembre à Washington. L'Afrique est le continent de toutes les attentions. Cette nouvelle stratégie reconnaît au passage l'importance démographique croissante de l'Afrique, son poids à l'ONU, tout comme ses immenses ressources naturelles et opportunités.

Une voie à sens unique

«Les Etats-Unis ont tout intérêt à s'assurer que la région reste ouverte et accessible à tous, et que les gouvernements et les populations peuvent faire leurs propres choix politiques (...). Des sociétés ouvertes sont généralement plus enclines à travailler de concert avec les Etats-Unis, attirent plus de commerce et d'investissement américain (...), et contrent les activités nuisibles de la République populaire de Chine, de la Russie et d'autres acteurs étrangers», souligne le nouveau document d'orientation divulgué récemment.

Pour ce qui est des relations entre la Chine et l'Afrique, elles ne sont pas récentes. En 2000, la Chine n'était la première source d'importation que de quelques pays africains : le Soudan, la Gambie, le Bénin et Djibouti. À cette époque, la France occupait encore une position privilégiée sur le continent, en particulier dans les pays francophones et au Maghreb. Mais, vingt ans plus tard, la superpuissance asiatique s'est imposée comme le premier fournisseur de marchandises de plus de 30 nations africaines. Dans le même temps, face à la concurrence chinoise, les parts de marché à l'exportation de la France sur le continent n'ont cessé de diminuer, passant de 11 % en moyenne en 2000 à moins de 6 % en 2017.

Au-delà d'une simple relation commerciale

Selon plusieurs sources, les liens entre la Chine et l'Afrique se sont intensifiés de manière considérable au cours des deux dernières décennies. Ainsi, la



La présence américaine sur le continent africain ne date pas d'aujourd'hui. L'administration Biden a publié un document «Stratégie américaine envers l'Afrique subsaharienne» redéfinissant l'approche des Etats-Unis dans la région, en favorisant les sociétés ouvertes et démocratiques, la sécurité, le développement économique et la transition énergétique.

valeur des exportations chinoises vers les pays africains a bondi de 5 milliards de dollars en 2000 à plus de 110 milliards de nos jours. La jeune population d'Afrique, encouragée par le développement du marché de la consommation sur le continent, a stimulé l'exportation des marchandises chinoises. Mais il ne s'agit pas que d'une voie à sens unique. Les

exportations africaines vers la Chine ont également augmenté, mais à un rythme plus lent. En 2019, la valeur totale des exportations vers la Chine a atteint près de 80 milliards de dollars. La demande chinoise croissante en matières premières a trouvé un fournisseur solide en Afrique, avec des exportations évaluées à environ 17,5 milliards de dollars en 2019.

Depuis quelques années, les Indiens ont aussi décidé d'accroître leur influence dans la zone africaine francophone. La méfiance grandissante envers Pékin et l'essor de nouveaux acteurs qui proposent des solutions alternatives pourraient donc amener, à terme, le Japon, mais aussi l'Inde, à s'imposer comme de sérieux concurrents face à la Chine sur le continent africain, nouvel eldorado pour l'Asie.

Bien au-delà d'une simple relation commerciale, la Chine est également depuis plusieurs années le premier investisseur étranger en Afrique. Le géant asiatique a été à l'origine de 25 % des financements d'infrastructures sur le continent en 2018.

Le continent de toutes les convoitises

Les Japonais ne sont pas les seuls à lorgner le continent africain. Ces quinze dernières années, le commerce entre l'Inde et l'Afrique a explosé, faisant de New Delhi le quatrième partenaire commercial de l'Afrique. Un changement de stratégie menant vers une plus grande ouverture a permis cet essor. Car traditionnellement, les investissements indiens étaient limités à l'Afrique anglophone, notamment par la présence, importante, de membres de la diaspora indienne sur place.

Depuis quelques années, les Indiens ont aussi décidé d'accroître leur influence dans la zone africaine francophone. La méfiance grandissante envers Pékin et l'essor de nouveaux acteurs qui proposent des solutions alternatives pourraient donc amener, à terme, le Japon, mais aussi l'Inde, à s'imposer comme de sérieux concurrents face à la Chine sur le continent africain, nouvel eldorado pour l'Asie.

Saoussen BOULEKBACHE

ONU — COUP D'ENVOI DE LA 8^E CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE TOKYO SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

UN FORUM RÉGIONAL QUI TOMBE À POINT NOMMÉ(*)

Alors que l'échéance de 2030 que s'est fixée la communauté internationale pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) approche à grands pas, l'Afrique, comme le reste du monde, traverse la période de turbulences sans précédent avec les effets combinés d'un changement climatique qui s'accélère, d'une pandémie de Covid-19 qui continue à mettre à mal les économies fragiles et d'un conflit en Ukraine qui menace de déclencher une crise alimentaire, énergétique et financière mondiale majeure. Dans ce contexte, la Tunisie accueille, aujourd'hui et demain, la 8^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad 8) et devient le 2^e pays africain à accueillir ce forum de haut niveau depuis son lancement en 1993 sous les auspices du Gouvernement japonais.



En Afrique, la crise multidimensionnelle actuelle a un impact délétère sur les populations vulnérables, et notamment sur les jeunes et les femmes. Les taux d'insécurité alimentaire et la pauvreté menacent de s'aggraver avec la hausse de l'inflation, et le risque d'une déstabilisation sociale dans certains pays n'est pas à négliger.

En collaboration avec l'ensemble de leurs partenaires, l'équipe pays des Nations unies sur le terrain travaille à endiguer cette cascade de conséquences, en aidant les pays à trouver des ressources pour financer leur relèvement, à renforcer la résilience de leurs populations et à se préparer à mieux faire face à de futures crises. Dans le cadre de leurs interventions, l'équipe pays de l'ONU met toujours l'accent sur la protection des groupes vulnérables. Pour faire avancer ces sujets et aider les pays africains à maintenir le cap sur la réalisation du Programme 2030, l'ONU participe à la 8^e édition d'un Forum international majeur sur le développement en Afrique, qui se tiendra les 27 et 28 août 2022 à Tunis, en Tunisie : la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique ou Ticad.

UN DIALOGUE DE HAUT NIVEAU

C'est sous les auspices du Gouvernement japonais que la Ticad a été lancée pour la première fois en 1993 et est organisée depuis, tous les cinq ans, en collaboration avec l'ONU —donc le Pnud—, la Commission de l'Union africaine et la Banque mondiale.

Cette année, la Ticad réunira tous les acteurs qui œuvrent pour le développement de l'Afrique : le Gouvernement du Japon —à l'initiative de ce forum et bailleur de fonds important en Afrique—, les gouvernements de pays africains, les organisations internationales, dont l'ONU, les organisations régionales de pays donateurs et de pays asiatiques, le secteur privé et les organisations de la société civile.

Les enjeux de cette 8^e édition sont multiples : promouvoir la tenue d'un dia-

logue de haut niveau sur des thématiques liées au développement durable, à la sécurité humaine, au commerce et à l'investissement, à la croissance économique et à la gouvernance ; développer la coopération entre l'Asie et l'Afrique ; encourager les investissements et les initiatives de développement sur le continent ; et intégrer davantage le développement en Afrique dans les agendas de coopération internationale des bailleurs de fonds.

«NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ»

L'ONU opère en Afrique, comme ailleurs, en ne perdant jamais de vue un principe fondateur de son action, qui est décliné dans le programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et les ODD y afférents : celui consistant à «ne laisser personne de côté».

Pour promouvoir ce principe d'action et le placer au cœur des débats de la Ticad 8, une délégation de haut niveau de l'ONU sera présente au forum et contribuera à faire en sorte que la direction future donnée aux activités de développement sur le continent africain soit alignée sur les impératifs dictés par les ODD.

Différents organismes onusiens opérant en Tunisie sous le leadership du Coordonnateur résident des Nations unies dans le pays, Arnaud Peral, prendront part aux débats et participeront à des manifestations parallèles qui nourriront la réflexion et les échanges d'expériences sur des thématiques liées à l'élaboration et à l'exécution des programmes de l'ONU en Tunisie et/ou dans le reste de l'Afrique. Les thèmes débattus seront entre autres ; les enjeux écologiques et socioéconomiques liés à l'action climatique au niveau mondial et régional, les moyens à développer pour financer la transition énergétique (notamment les mécanismes permettant de «dé-risquer» les investissements), les mécanismes de coopération et d'appui au développement à activer pour promouvoir des investissements

privés alignés sur les ODD, les moyens à mettre en œuvre pour impulser une relance économique post-pandémique efficace, le renforcement des partenariats existants et l'exploration de nouvelles opportunités en la matière, la promotion des questions centrales de l'emploi, de la protection sociale, des droits de l'Homme, des droits de l'enfant, de l'égalité des genres, de l'inclusivité et de la gouvernance et le développement de la recherche et de l'innovation technologique au service des ODD.

LE JAPON, UN PARTENAIRE ET BAILLEUR DE FONDS INCONTOURNABLE

Le Japon est un partenaire important de l'ONU en Tunisie et en Afrique. Son appui logistique et financier permet à l'équipe de l'ONU en Tunisie de mettre en œuvre plusieurs projets de développement, parmi lesquels figurent : un projet d'appui au plan national de lutte contre le Covid-19 (Unicef) ; un projet de réforme du secteur de la sécurité (Pnud) ; un projet de soutien à la sécurité alimentaire des populations vulnérables en réponse à la crise en Ukraine (PAM) ; un projet de lutte contre les violences fondées sur le genre (Unfpa).

La nature exceptionnelle de la crise multidimensionnelle que traverse l'Afrique exige une réponse tout aussi exceptionnelle de la part de la communauté internationale. Le gouvernement du Japon joue, dans ce contexte, un rôle capital s'agissant de contribuer au relèvement du continent, comme le montre l'exemple de son engagement en Tunisie, où il a construit un partenariat solide avec l'ONU pour faire avancer la mise en œuvre des ODD d'ici à l'échéance de 2030.

*Article coécrit par le Bureau du Coordonnateur résident des Nations unies en Tunisie et le Bureau des Nations unies pour la coordination des activités de développement (Bcad). Le Bcad assure les fonctions de secrétariat du Groupe des Nations unies pour le développement durable (Gnud), lequel est présidé par la vice-secrétaire générale des Nations unies, Mme Amina J. Mohammed.

TICAD 8 — FOCUS SUR LES PROJETS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT TUNISIEN

LES GRANDS CHANTIERS ÉCONOMIQUES

Les projets de développement présentés par le gouvernement tunisien s'inscrivent dans une stratégie de court et long termes dont les objectifs généraux sont le développement, l'infrastructure, la santé, l'éducation, l'innovation, la protection des ressources et des écosystèmes, le suivi de la conservation de l'environnement, l'amélioration du cadre de vie de la population et la mise en œuvre des plans relatifs au changement climatique.

La poursuite de ces objectifs passe par la réalisation d'une série de projets sous le signe des réformes visant à mettre en place une société plus juste et plus ouverte. Le gouvernement tunisien a mis l'accent sur l'engagement de poursuivre les réformes nécessaires pour instaurer le climat idéal pour la reprise économique et d'encourager l'investissement national et étranger.

Parmi les projets phares qui seront proposés lors de la Ticad 8, l'infrastructure bénéficie d'une attention particulière. Ainsi, l'autoroute reliant Bousalem à la frontière algérienne aspire à relier la Tunisie au reste des pays du Maghreb, les corridors économiques visent à réduire les inégalités entre les régions à travers le développement de l'infrastructure routière, le pont reliant l'île de Djerba au continent au niveau d'Al Jorf, la création d'une académie tuniso-japonaise-africaine de formation en matière d'infrastructure de qualité, la Zone-franche de Ben Guerdane ou la plateforme de la société des marchés de production du Centre, figurent parmi les projets structurants qui vont dessiner le nouveau visage de la Tunisie.

Sur le plan technologique, la Tunisie, qui est la première économie innovante en Afrique du Nord réputée pour la qualité de son infrastructure numérique et 3^e en Afrique qui dispose d'une concentration technologique inédite sur le continent africain, aspire à concevoir, construire et lancer un nano-satellite IoT tunisien et promouvoir la coopération avec le Japon dans ce domaine.

Ligne de financement des besoins en fonds de roulement structurels des PME

Sur un autre plan, le projet de création d'une Banque de financement des PME est un nouveau mécanisme financier que la Tunisie compte déployer pour subvenir aux besoins des entreprises en liquidité afin de garantir une production stable et continue surtout dans le contexte économique turbulent qu'endurent ces entreprises suite à la crise sanitaire.

Environnement

Avec de multiples projets orientés vers l'amélioration de l'environnement, le gouvernement tunisien envisage la construction d'une station de traitement complémentaire des eaux provenant de la station d'épuration des eaux usées de Gabès avec une capacité de 6.000 mètres cubes, une unité de traitement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés à Mahdia, la réalisation d'une unité de traitement et de valorisation (UTV), la création d'une unité de recyclage des piles usagées et ce en vue de l'élimination des dépotoirs sauvages dans les gouvernorats de Mahdia, Monastir, Sousse et Kairouan qui représentent une réelle problématique environnementale vu leurs proximités des zones touristiques et des régions humides.

Veille et gestion des crises

Afin d'appuyer les capacités du pays dans la prévention, la préparation et la réponse aux catastrophes et crises, la création d'un centre national de veille et de gestion des crises vise une meilleure capacité à détecter ces crises et sa bonne gestion.

Programme de bourses d'études internationales

Attirer les étudiants africains en vue de consolider davantage l'internationalisation des universités tunisiennes, et ce, sur la base d'indicateurs objectifs qui concernent les programmes de coopération internationale, le financement extérieur, la mobilité des professeurs entre la Tunisie et l'étranger est une nouvelle niche pour mobiliser de nouveaux revenus. Ce programme contribuera également au renforcement des ressources propres et extérieures des universités tunisiennes et établit une nouvelle structure en mesure d'impulser une plus grande importance aux activités de la coopération internationale et

œuvre à l'amélioration des atouts d'attraction des étudiants étrangers.

- Élaborer une stratégie intégrée sur l'exploitation efficace et efficiente des plateformes technologiques.

Observatoire astronomique

Pour soutenir les capacités et les compétences de la jeunesse tunisienne et africaine dans le domaine de l'astronomie et de l'espace, en exploitant la science, la technologie et l'innovation pour atteindre les objectifs de développement durable dans tous les pays africains dans un domaine lié au développement humain et à son importance dans le présent et l'avenir, le gouvernement tunisien compte mettre en place, dans le cadre du partenariat tuniso-japonais, un observatoire astronomique d'enseignement et de recherche.

Emploi et formation professionnelle

L'amélioration de la qualité de l'offre de formation, le renforcement des capacités et le transfert du savoir et de la technologie japonaise, le renforcement de la coopération triangulaire entre la Tunisie, le Japon et l'Afrique par le biais de la restructuration du Centre sectoriel de formation en industries électriques et électroniques (Csfiee) d'El Omrane vise l'implémentation de nouveaux domaines de formation.

Éducation

La création d'une Unité de veille technologique pour l'analyse des données et la recherche appliquée en matière d'apprentissage et d'éducation a pour objectif la collecte et le stockage et l'analyse des données produites par les différentes plateformes des systèmes d'information et les plateformes d'éducation et toutes les autres sources de données. Il consiste également à installer des systèmes faisant recours aux algorithmes et aux techniques permettant aux ordinateurs d'acquieser la caractéristique d'apprentissage «Machine Learning» et «Deep Learning», en vue de donner des solutions d'apprentissage réservées aux élèves et aux enseignants, et ce, à travers le suivi de l'opération d'apprentissage et d'éducation aux niveaux individuel et collectif et l'amélioration des acquis des élèves en vue de réduire le taux d'interruption scolaire.

Projet de la Cité des sports de Sfax

Le projet consiste en un complexe de sport qui se compose d'un stade de football d'une capacité de 40.000 spectateurs et 3 terrains d'entraînement, d'une salle pluridisciplinaire d'une capacité de 6.000 spectateurs, d'un stade de rugby d'une capacité de 500 spectateurs, d'un stade d'athlétisme d'une capacité de 500 spectateurs, d'une piscine extérieure et d'un centre d'hébergement d'une capacité de 250 lits ainsi que de la construction d'un institut supérieur de sport et d'éducation physique à Gafsa.

Agriculture

La gestion intégrée des sédimentations dans le bassin du barrage de Sidi Salem et la protection contre les inondations du Medjerda en aval du barrage de Sidi Salem jusqu'au barrage de Laâroussia, vise la réduction de la sédimentation et la perte de la capacité de stockage des eaux dans le barrage multi-usage de Sidi Salem, ce qui permettra de garantir la fourniture de l'eau potable, des eaux d'irrigation et de l'électricité pour une période additionnelle estimée à 100 ans. Le projet réduit également l'ampleur des inondations et limite les dégâts potentiels dans les régions et les villes riveraines de Madjerda en aval du barrage.

La réhabilitation et réaménagement du port de pêche de Sfax, la mise en place de programmes de développement du secteur de la pêche et des activités connexes liées à l'économie bleue (Activités génératrices de revenus) favoriseront un modèle d'éco-Port et une croissance bleue (Portop).

Pour sa part, la Plateforme pratique smart-agri dotée de la technologie de pointe pour le développement des maillons des chaînes de valeur horticoles, renforcera les capacités des enseignants/formateurs et offrira des formations innovantes adaptées aux besoins du marché et permettant la maîtrise et le transfert des paquets techniques, avec introduction des nouvelles technologies et amélioration nette de l'attractivité des spécialités agricoles.



Industrie et énergie

La création du Centre africain d'accréditation et de certification vise la formation de formateurs et experts africains en matière d'accréditation et de certification. Le plan de formation sera établi selon un calendrier annuel de cycles de formation sur les standards internationaux dans les domaines suivants : laboratoires d'analyse, essai et étalonnage

— Création d'un centre africain de la qualité et de la productivité

Création d'un Centre pour l'amélioration de la qualité et de la productivité afin d'assurer la pérennité de l'activité économique et de contribuer à l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales

Le centre étend son rayonnement sur le continent africain.

Le Fonds africain vert pour la transition énergétique vise la promotion des investissements dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans le continent africain et représente une source de financement pour les pays africains en vue de les soutenir dans la transition énergétique dans le cadre d'une complémentarité entre les pays du continent et en toute harmonie avec les autres initiatives africaines.

Domaines de l'Etat et des affaires foncières

Le projet de numérisation des archives de la propriété foncière et la garantie de la pérennité du fonds documentaire de la propriété foncière, garantie via la numérisation et le stockage sécurisé des informations constituant le fonds documentaire de la propriété foncière.

Tourisme

Tenant compte du besoin du secteur de tourisme en Afrique pour le développement de cette industrie et du renforcement de sa compétitivité à l'échelle internationale et en vue de contribuer au développement durable à l'échelle nationale à travers l'appui à l'investissement en tourisme et le financement des projets d'aménagement touristiques dans les pays africains, il est important au niveau de la Ticad de proposer et avec la coopération de la BAD de créer un fonds d'investissement touristique pour les pays africains

La création d'un centre tuniso-africain pour la formation dans les métiers du tourisme et de l'hôtellerie aura pour mission de former et de développer les compétences africaines dans le secteur du tourisme dans toutes les spécialités que ce soit modernes ou traditionnelles.

Transport

Le projet de construction d'une ligne ferroviaire de haute performance (High Performance Rail) a pour objectif de développer le réseau ferroviaire national par étape pour le passage à l'exploitation de lignes de performance élevée et la connexion avec les

grandes villes du Maghreb.

Le projet de création de zones logistiques; à Bir Mchergua du gouvernorat de Zaghauen, Enfidha du gouvernorat de Sousse, Bouchemma du gouvernorat de Gabès et Zarzis du gouvernorat de Médenine; a pour but de créer une zone dédiée au développement des activités de transport et services logistiques reliés aux principaux axes de transport, des infrastructures et des grands sites de production et de consommation.

L'aménagement et extension de l'aéroport Tunis-Carthage pour faire face au développement du trafic aérien a pour objectif d'augmenter la capacité des voyageurs (de 4,5 millions de voyageurs à 7,5 millions de voyageurs annuellement) et ceci par la construction d'une nouvelle zone d'enregistrement de bagage et de tri ainsi que la construction de salles d'embarquement sous forme de quai pour petits avions tout en équipant de 6 passerelles télescopiques et l'élargissement de l'espace des voyageurs.

Défense

Le projet d'une route de 320 km reliant Remada à Borj El Khadra a pour objectif de développer les villes intérieures et frontalières du désert tunisien, créer de la dynamique dans le désert tunisien et permettre l'investissement dans le domaine agricole, touristique, industriel et la création de zones d'habitation avec commodités essentielles à la vie telles que la santé, l'enseignement et autres.

Le projet de la Cité médicale Al Aghaliba au gouvernorat de Kairouan consiste en la création d'une ville médicale multi-disciplinaire au centre de la Tunisie (délégation Menzel Mhir du gouvernorat de Kairouan). La ville smart et eco-friendly abritera toutes les disciplines médicales. La ville Aghaliba sera constituée d'espaces d'activité intégrée et complémentaire, ce qui la rendra un pôle international d'investissement durable. Ce projet sera le premier en son genre en Tunisie et en Afrique par sa typologie sociale, économique et scientifique (environnement, technologie et industriel)

Santé

Construction d'un pôle de biologie moderne, nouveau bâtiment (High Tech), répondant aux exigences de l'activité biologique et respectant les règles de biosécurité et les normes fonctionnelles garantes de la qualité et de la rapidité des services de santé, pour l'intégration de trois laboratoires hautement prioritaires, dispersés géographiquement entre de nombreux anciens bâtiments, difficile à restructurer, le lancement de la première plateforme nationale publique de formation dans le service de simulation chirurgicale en utilisant des équipements de simulation de haute technologie et des moyens techniques modernes, la télémédecine dans le domaine des laboratoires de cathétérisme africain visent l'amélioration de la prise en charge du patient.

SR

EXPRESS

STB

Intégrer la réussite

La STB, acteur capital de l'investissement et du financement en Tunisie, rejoint la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, Ticad 8, un rendez-vous qui se déroule pour la deuxième fois en Afrique. Après le Kenya en 2016, cette rencontre autour de l'Afrique et de l'amitié nippo-africaine s'invite cette année en Tunisie. La rencontre réunit des pays africains, des ONG, des bailleurs de fonds, le secteur privé et la société civile. Cet événement, organisé par le gouvernement japonais, en collaboration avec les Nations unies, le Pnud, la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine, représente une chance inestimable pour la Tunisie, qui se reconnecte aux marchés internationaux et se retrouve à la croisée des collaborations entre les continents africain et asiatique. La STB est comme toujours une partie prenante de cette accélération qui encourage la croissance et la création de richesse. Depuis 1993, date de sa première tenue, la Ticad met en lumière les besoins et les priorités africaines pour mieux ramener partenaires et donateurs à s'y atteler.

L'un des volets importants, qui ressortiront de la Ticad 8, sera le projet de renforcer le rapprochement entre l'Afrique et l'Asie, mais avec une concentration sur le développement de l'Afrique. La STB, pionnière et pierre angulaire de l'écosystème des investisseurs, connaît l'importance d'une telle alliance sud-sud et rejoint la Tunisie dans ce programme à s'ouvrir autant aux marchés africains qu'asiatiques. La banque a toujours encouragé les investisseurs à penser à la Tunisie comme une destination qui avance plusieurs qualités dont on citera son emplacement stratégique, un vivier de cadres qualifiés et polyglottes ainsi qu'un coût de la vie assez raisonnable.

La STB saisit l'occasion de la Ticad 8 pour être au plus près des investisseurs, mais également des PME, des startup et des porteurs de projets. Portant la certitude que la rencontre de Tunis pourrait lancer des opportunités, renforcer des coopérations, affirmer des partenariats et créer de nouveaux marchés, la STB saura suivre les tendances et proposer un service agile et moderne. Il est à noter que la banque a été parmi les institutions qui ont participé activement à bâtir la Tunisie depuis l'Indépendance et, aujourd'hui, elle se rénove en proposant des services variés, digitalisés incluant conseil et élaboration de stratégies ainsi que de prestations en ligne et au niveau des standards internationaux les plus exigeants. Présente à la Ticad 8, la STB rappelle qu'elle se range toujours du côté des investisseurs pour contribuer à une dynamique économique du pays.

AUJOURD'HUI À TUNIS, SIGNATURE D'UN MOU

Lancement de la plus grande unité industrielle dans le secteur de l'électroménager

Karim Tajer, président-directeur général de «Tdiscount», et Ibrahim El Araby, président du groupe «El Araby», seront présents lors de la signature de signature d'un MoU (Memorandum of Understanding), aujourd'hui 27 août à Tunis, à partir de 11h30. Cette cérémonie sera précédée d'un point de presse afin d'annoncer le lancement de la plus grande unité industrielle dans le secteur de l'électroménager en Tunisie, fruit d'un partenariat tuniso-égyptien, qui sera édifiée à Zaghuan. La visite de M. Ibrahim El Araby en Tunisie s'inscrit dans le cadre de la Ticad afin de rencontrer ses partenaires japonais ainsi que de hauts responsables tunisiens.

«AFRICO»

Signature de trois conventions entre la Tunisie et le Japon

Selon Hédi Ben Abbès, président de la Chambre tuniso-japonaise de commerce et d'industrie (Ctjci), l'organisation «Africo» annoncera la signature de trois conventions entre la Tunisie et le Japon. Ce qui représente un grand exploit et une première dans l'histoire du secteur privé en Tunisie et en Afrique. Intervenant sur les ondes d'une radio privée, 225 projets tunisiens ont été soumis à la chambre, dont la plupart ont été lancés par des jeunes et des startup qui n'ont pas assez de moyens techniques et financiers. «La Ctjci a permis aux promoteurs de présenter leurs projets aux investisseurs japonais. Ces projets relèvent des secteurs de la santé, de l'intelligence artificielle, de la numérisation, de l'industrie 4.0, de l'économie bleue et verte. L'investisseur japonais est prêt à financer les projets tunisiens prometteurs relevant du secteur privé et disposant d'un fort potentiel leur permettant d'accéder au marché africain, et ce, dans des secteurs en rapport avec la numérisation, les nouvelles technologies, l'industrie pharmaceutique... 250 entreprises japonaises ont présenté des demandes pour participer à la Ticad. Cette forte demande a poussé la Ctjci à sélectionner certaines entreprises et à rejeter d'autres», a-t-il mentionné.

S.B.

EN CHIFFRE

26

En marge du sommet Ticad 8, un forum économique réunissant des hommes d'affaires est prévu, ainsi que des événements parallèles associant la société civile autour de l'inclusion des femmes et l'innovation. Depuis leurs créations en 1993, les sommets Ticad, co-organisés avec les Nations unies, la Banque mondiale et l'Union africaine, ont généré 26 projets de développement dans 20 pays d'Afrique.

40%

Le journal économique nippon «Nikkei» a assuré que les aides japonaises à l'Afrique pourraient augmenter de 40% pour les trois années à venir, par rapport à la période précédente (2020-2022). Le quotidien estime qu'il s'agit d'une réponse de Tokyo aux Etats-Unis, à l'Europe et au grand rival chinois qui augmentent tous leur présence en Afrique.

35.700

La Tunisie espère tirer son épingle du jeu, notamment dans la santé, les industries automobile et spatiale et les énergies renouvelables, avec plus de 80 projets d'une valeur de 2,7 milliards de dollars mis sur la table, selon le président de la chambre de commerce tuniso-japonaise, Hédi Abbès. Ces chantiers, proposés aux investisseurs privés tunisiens et africains, sont censés déboucher sur la création de 35.700 emplois. Avec ses capacités industrielles, la Tunisie espère devenir une locomotive pour la production de médicaments et vaccins.

200

Lors d'un sommet sur le Covid-19 en mai, le premier ministre japonais avait insisté sur l'importance de promouvoir la production locale de médicaments et produits pharmaceutiques, dont des vaccins, et annoncé une aide allant jusqu'à 200 millions de dollars pour accroître les capacités productives en Afrique.

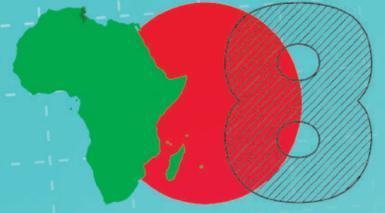
1,92

L'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) en Tunisie, a investi, durant l'année 2019, une enveloppe de 13,7 milliards de dollars, dont 1,92 en Afrique.

S.B.

STB  BANK

Sponsor de la
TICAD



Tunis 27-28
août 2022

Pionnière
dans
le développement
de la Tunisie